

Tous candidats, et pas qu'en 2012 !

1 - Mais qui sommes-nous ?

Nous sommes des citoyens vivant sur les territoires des circonscriptions de nos 4 arrondissements. Notre terrain de réflexion et d'implantation est « la vie des hommes, des femmes, actifs et retraités, des jeunes de nos territoires », nos vies personnelles, familiales, mais aussi la vie de nos quartiers, de nos lieux de travail ou de retraite, de nos associations, des institutions locales de notre société. C'est cette expérience de vie qui constitue notre légitimité à parler, contester, proposer. Nous nous adressons à vous candidats aux élections législatives de juin 2012 pour que vous preniez en compte cette parole. Nous vous disons que sans une relation forte avec les citoyens, votre engagement perd son sens.

2 - Parler, témoigner, mais comment ?

Depuis le mois de Mars, nous nous sommes réunis de façon variée en de multiples lieux de nos territoires, en situation urbaine et dans l'espace rural. Nous nous sommes rassemblés dans des " cafés-citoyen " , " apéros-citoyens " dans la Sambre, l'Avesnois, le Pévèle, également des soirées-débats à l'initiative de nos mouvements et organisations (ACO – CMR, CCFD, Cimade, Collectif du refus de la misère, Cercles de silence, associations de parents d'élèves, Comités de quartier, Le Vivier) dans la Sambre et le Valenciennois. Au total une dizaine de lieux de rencontre et environ 165 participants. Nous nous sommes retrouvés en tant que militants engagés dans des organisations politiques, syndicales, associatives, mais aussi en tant que simple citoyens .

Ces regroupements ont permis l'expression libre de nos constats, besoins, interrogations, propositions, non pas à travers de grands débats survolant les réalités, mais dans le concret de constats, limités certes, mais bien ancrés dans la vie.

Ces constats témoignent

- **d'une part, de constantes qui traversent les situations aussi bien rurales qu'urbaines.**
- **D'autre part, de réalités propres à chaque espace , tout particulièrement la question agricole.**

Alors, toutes ces expressions, nous ne voulons pas les réduire à une synthèse bien construite, mais qui gommerait les aspérités d'un vécu plus rugueux. Nous avons pris le parti de les restituer le plus fidèlement possible, en les organisant sous des thèmes plus globaux qui disent le sens directeur de nos propos. C'est notre vie à toutes et tous qui parle.

3 - Des constantes

▲ **La signification du politique mise en question**

- La crédibilité des politiques. Une opinion assez répandue est qu'ils ne sont pas proches du terrain et pas assez au service des citoyens. Mais cette remarque a un corollaire qui est l'engagement des citoyens. On peut dire que l'on a les politiques que l'on mérite, ce qui pose la question de l'engagement personnel, et aussi de l'action collective. On ne peut rien faire tout seul. Il ne faut plus que la politique soit un métier. Cela doit correspondre à une période donnée de la vie des personnes. On ne peut pas avoir 25 ans de bonnes idées.
- Nécessité d'un réel espace de dialogue entre élu-e-s citoyen-e-s et associations. Exemple : maison des associations, du dialogue, forum social des villages, ce qui suppose une exigence réciproque de compétences et de savoir-faire. La « **Démocratie participative** » doit devenir une réalité concrète.
- Cela passe par une véritable reconnaissance des associations, mais exige aussi de celles-ci qu'elles travaillent plus ensemble (exemple : réunion MSA restos du cœur etc) pour interpeller les élu-e-s. Il y a beaucoup de gens engagés mais peu sont en lien.
- Cela passe aussi par une éducation à la démocratie, dans l'enfance puis formation durant les mandats associatifs et républicains, mais par qui ?

Favoriser le renouvellement pour l'accession à la prise de responsabilités.

- ▲ **Un système scolaire déconnecté de la vie.**
 - La situation dramatique du « *décrochage scolaire* » handicape une catégorie d'enfants pour la suite de leur vie. Il n'est pas question de se limiter au constat qu'à 12 ans des enfants ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux, c'est dès l'entrée en primaire qu'il faut faire ce repérage pour y apporter des solutions.
 - La nécessité d'une école qui prend en compte toutes les potentialités des enfants, dans la diversité de leurs capacités, artistiques, manuelles.....
- ▲ **Une société où l'humain passe au second plan.**
 - Le poids du marché. Il apparaît trop souvent comme la règle absolue qui organise la société et qui doit apporter les réponses aux questions que les citoyens se posent. On ne fait pas assez apparaître que le marché est aussi une contrainte qui impose sa loi, largement véhiculée par les médias, et conditionne le mode de vie des personnes. Il faut être en capacité d'analyser les impacts du marché et montrer qu'il existe aussi, dans le monde économique, d'autres modes de relations, d'autres façon de commercer. C'est tout l'enjeu de ce que l'on appelle « l'Economie sociale et solidaire », avec ses différents modes d'application.
 - Une mondialisation sans repères. Il est déterminant de reconnaître que nous sommes interdépendants sur notre planète, ce qui entraîne une solidarité entre les pays d'Europe et des devoirs envers les pays du Sud reconnus comme des partenaires et pas considérés comme réserve de main-d'oeuvre et de matières premières. Nos concepts de croissance doivent être revisités.
- ▲ **Une organisation inégalitaire du système de santé.**
 - Pénuries de médecins et de spécialistes dans nos territoires (très fort en rural). Plus de visites à domicile. Place pour les personnes âgées ?
 - La médecine fait beaucoup de progrès, mais paradoxalement, l'humain est de moins en moins pris en compte.
- ▲ **Une organisation des espaces publics qui doit permettre le « Vivre Ensemble »**
 - Aménager l'espace urbain pour l'accessibilité des services de la ville aux personnes handicapées, logements, commerces, lieux publics. La question de l'autonomie en fonction de l'âge est primordiale.
 - Repenser l'espace rural pour permettre à ses habitants d'avoir une vie citoyenne à part entière.
 - L'urbanisation, le logement doivent être repensés dans un esprit d'économie d'énergie, de valorisation de l'environnement, de modularité pour suivre l'évolution de la vie.

4 -Des données spécifiques sur 6 thèmes porteurs

- **Education, formation.**
 - ▲ Décrochage scolaire. (cité dans les constantes).Fermeture des classes maternelles alors qu'on souhaiterait des ouvertures
 - ▲ Les programmes chargés
 - ▲ Il n'y a pas actuellement d'orientation qui tienne compte des capacités réelles des enfants mais aussi de leurs désirs. Rappelons-le, l'acquisition des fondamentaux est primordiale, mais ensuite il faut pouvoir ouvrir vers un choix réellement consenti.
 - ▲ Redonner un vrai sens à l'apprentissage, et ne pas le considérer comme une voie de garage, mais comme une vraie perspective de vie.
 - ▲ Le développement de l'enfant suppose une ouverture au-delà de l'acquisition des savoirs. La culture sous ses diverses formes, le sport, sont des lieux d'épanouissement indispensable.

- ⤴ Réconcilier les parents avec l'école par tous moyens qui permettent de montrer l'école comme un lieu de vie où chacun a sa place.
 - ⤴ Reconnaître la fonction de délégué de parent, de délégué des élèves, comme une fonction faisant réellement partie du fonctionnement de la vie scolaire, et donner la parole aux délégués dans leur fonction, sans les cantonner à un rôle de spectateur passif.
 - ⤴ Intégration des enfants handicapés dans un milieu scolaire classique : il faut des accompagnateurs.

- **Santé.**
 - ⤴ Caractère inégalitaire du système de santé sur plusieurs points : répartition géographique des praticiens, comportement envers certains publics, personnes en CMU, migrants, fonctionnement du système hospitalier, application du 1/3 payant
 - ⤴ Rôle de la Sécurité Sociale. La question du transfert vers les Mutuelles.
 - ⤴ Pénurie de médecins et de spécialistes en rural (la question du choix en fin d'études). Accompagnement des personnes âgées. Développement des maisons médicales de proximité
 - ⤴ Les dépassements d'honoraires. Les médecins du public qui consultent en « privé »
 - ⤴ Rendre au mutualiste ses lettres de noblesses/ simplifier les dispositifs d'aides médicales/ veiller aux risques des lobbies des labos. Renforcer les contrôles (préventif) (ex : opticien)
 - ⤴ Répartition équitable des infirmières et médecins sur le territoire. Créer de la transversalité entre les acteurs. Décloisonner le financement pour prendre en compte l'individu dans sa globalité.

- **Emploi**
 - ⤴ Développer l'aide à la création des PME, PMI, et aider aussi les structures à statut non lucratif.
 - ⤴ En milieu rural développer des couveuses d'activité et des plates formes de télétravail
 - ⤴ Développer des filières d'emploi non dé localisables avec les compétences locales (agriculture bio, rénovation logement, soin à domicile, service aux particuliers (ex : entretenir les vélos) et développer les formations en conséquence (pour les salariés et les entrepreneurs)
 - ⤴ Aider à la mobilité des demandeurs d'emploi par des aides diverses, faciliter les transports.
 - ⤴ Revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires
 - ⤴ Etudier une taxation des machines. Les entreprises employant fortement du personnel sont pénalisées par rapport à celles qui sont fortement mécanisées.
 - ⤴ Déplafonner la Sécurité sociale.
 - ⤴ Limiter les écarts de salaires dans les entreprises. Un rapport de 1 à 20 apparaît comme un ratio assez universellement admis.
 - ⤴ Trouver des mesures qui limitent les inégalités, s'opposer aux licenciements qui ont pour seul objectif d'accroître les dividendes ou d'améliorer les cours de la bourse
 - ⤴ Imaginer, en entreprise, des formules qui permettent le partenariat " seniors-jeunes " sous forme de tutorat.

- **Démocratie locale**
 - ⤴ Etre élu-e c'est quoi ? Avoir gagné les élections ? Avoir été choisi-e ? S'engager pour des idées, pour le bien commun ? Nous parlons ici des mandats locaux (communes) et associatifs.
 - ⤴ Imaginer les moyens d'une démocratie participative, qui donne aux citoyens le goût de la politique. Il s'agit d'une véritable éducation à la démocratie qui commence dans l'enfance et se poursuit par des engagements « de service ». Par exemple
 - Faire un conseil des sages en parallèle du conseil municipale, avec un rôle de veille sur la cohérence entre les programmes et les pratiques. Légitimité, consultatif.
 - Développer les conseils de jeunes

- Ouvrir les commissions à des citoyen-e-s pas élu-e-s
- Créer des lieux de débat.
- ⤴ Valoriser le bénévolat et l'engagement associatif.

- **Solidarité**

- ⤴ La précarité est en augmentation, c'est le constat des associations de service aux plus démunis. Elle peut avoir des formes différentes en ville et en rural, mais on constate qu'elle affecte des publics très divers, en particulier les jeunes.

La question des " migrants" constitue une composante particulière de la situation. Une coordination des services aux personnes existe déjà, au moins dans les villes, mais les élus peuvent être les « fers de lance » d'une politique de concertation, dans un rapport de partenariat avec les associations.

- ⤴ **Le logement est un marqueur fort de la précarité.** Les solutions doivent être étudiées au niveau des Communautés de communes pour assurer les complémentarités et éviter la concurrence.
- ⤴ Une forte concertation avec les services publics doit permettre d'éviter les coupures d'eau, d'électricité.
- ⤴ La mixité sociale doit être réellement prise en compte

- **La question agricole**

Elle relève très particulièrement des zones rurales, avec les problèmes spécifiques de la profession agricole, essentiellement :

- ⤴ Politique agricole qui tiennent compte de l'environnement
- ⤴ Limiter la taille des exploitations et des élevages car leur extension sans borne détruit l'emploi, cause des conditions de travail déplorables, et rend ses exploitations difficiles à reprendre.